

## **Chapitre I : Introduction, historique, définition (fraudes, tromperie, falsification)**

### **1- Introduction à la législation algérienne**

#### **- Définition du droit**

Le droit peut être défini comme l'ensemble des règles auxquelles sont soumises les personnes vivant dans une société en relation avec leurs semblables. Ces règles de conduite sont données et imposées par le groupe social auquel elles appartiennent.

#### **- Définition de la législation**

La législation est l'ensemble des lois et des règlements en vigueur dans un pays (ex : la législation Algérienne) ou bien ceux relatifs à un domaine particulier (ex : la législation du travail, du commerce). Elle comprend la constitution, les lois édictées par le pouvoir législatif, ainsi que les différents règlements qui émanent du pouvoir exécutif.

La législation est aussi la science de la connaissance des lois (un cours de législation).

#### **- Législation alimentaire**

La notion de «législation alimentaire» désigne l'ensemble des lois et règlements régissant la production, la vente, le transport, la transformation et l'élimination des denrées alimentaires. Plus précisément, elle représente l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant directement ou indirectement les denrées alimentaires en général et leur sécurité en particulier. Il s'agit notamment des normes spécifiques relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, à la protection des consommateurs, à la lutte contre la fraude, aux poids et mesures, aux douanes, à l'importation et à l'exportation, à l'inspection de la viande, à l'inspection des poissons, aux pesticides, aux résidus de produits vétérinaires et au contrôle des engrais et de l'alimentation animale.

#### **- Historique**

On trouve des traces de législation alimentaire depuis l'antiquité. Elle a cependant beaucoup varié selon les époques, les civilisations et les états. Depuis la dernière Seconde Guerre mondiale et le développement des échanges commerciaux dans le monde (mondialisation), elle fait l'objet d'efforts d'harmonisation par plusieurs grandes régions du monde, sous l'égide

de l'ONU (FAO, OIE), de l'OCDE (Organisation de Coopération et de développement économique) et d'un document de référence dit du « Codex alimentarius », sous la pression des entreprises et du marché notamment.

## **2- Objectifs**

Les objectifs de réglementation alimentaire sont multiples :

1. garantir un haut niveau de protection de la santé publique, de la sécurité et des consommateurs;
2. garantir la libre circulation des marchandises au sein du marché intérieur;
3. faire en sorte que la législation soit principalement fondée sur des preuves scientifiques et sur une évaluation des risques;
4. appuyer et stimuler le développement de l'industrie alimentaire, encourager la compétitivité entre les marchés national et international;
5. faire assumer à l'industrie, aux producteurs et aux fournisseurs la plus grande part de responsabilité eu égard à la sécurité des denrées alimentaires, au moyen de systèmes du type Analyse des risques et maîtrise des points critiques (HACCP) qui doivent être renforcés par un contrôle officiel et des dispositions d'exécution efficaces;
6. veiller à la cohérence, à la rationalité et à la convivialité de la législation.

Il convient également de souligner que la chaîne alimentaire devient de plus en plus complexe du fait du nombre croissant d'intervenants, depuis les producteurs primaires jusqu'aux distributeurs et aux détaillants en passant par l'industrie alimentaire, et qu'il est donc essentiel de s'assurer que l'approche réglementaire couvre tous les risques pouvant menacer la sécurité et la salubrité des denrées alimentaires, à toutes les étapes de la chaîne alimentaire, notamment les facteurs intervenant en amont et qui résultent d'intrants potentiellement dangereux ou des contaminants provenant de l'environnement, les facteurs qui se manifestent lors la production, au niveau de l'exploitation, et enfin les facteurs pouvant survenir en aval, au stade de la fabrication, de la transformation, de la distribution ou de l'entreposage

## **3- Les fraudes : tromperie et falsification**

Acte de mauvaise foi de tromper falsifier tricher ou truquer. Les fraudes ont existé de tout temps, Les hommes dépourvus de loyauté ont toujours constaté qu'en livrant des produits de qualité inférieure ou en quantité moindre que ceux qu'ils devaient normalement livrer, ils

réalisaient un bénéfice illicite appréciable. La fraude alimentaire peut essentiellement se réaliser, soit par une tromperie proprement dite, soit par la falsification d'un produit, ce deuxième procédé aboutissant d'ailleurs à une tromperie.

La tromperie consiste à faire croire que la chose offerte ou convenue est, par sa nature, ses qualités, son origine, sa quantité, différente de celle qu'elle est en réalité ; sa réalisation ne demande que quelques paroles mensongères ou quelques manœuvres faciles, parfois même une simple réticence.

#### **a- Types de tromperie**

- **La tromperie sur la nature de la marchandise**, c'est-à-dire sur la matière même. C'est évidemment la tromperie la plus grossière ; ce sera le cas de fourniture de margarine pour du beurre.

- **Tromperie sur les qualités substantielles**. Ces qualités substantielles sont les qualités principales qui appartiennent naturellement à la chose, exemple la livraison comme « lait pasteurisé » d'un mélange de lait pasteurisé et non pasteurisé, qui a pour effet de dépasteuriser la partie du lait qui l'était, ou encore fardage des sacs ou cageots de fruits, qui consiste à placer les denrées très belles sur le dessus du récipient et des denrées inférieures ou manquant de maturité au-dessous.

- **Tromperies sur la composition et la teneur en principes utiles de la marchandise**. En effet la composition normale des produits se trouve déterminée soit par des règlements administratifs, soit par les usages commerciaux. Cette tromperie existera, dès que la composition ou le dosage différera nettement de celui promis ou annoncé par le nom ou la présentation de la marchandise.

- **Tromperie sur l'espèce ou sur l'origine**, une telle tromperie n'est punissable que lorsque l'espèce ou l'origine, d'après la convention ou les usages, constitue la cause principale de la vente.

- **La tromperie sur la quantité**, cette tromperie présente la particularité de n'être pas antérieure ou concomitante à la formation du contrat. Mais, simplement après le contrat, lors de la livraison, on remet moins qu'il n'était convenu. Ce délit comprend toutes les tromperies afférentes à la quantité : poids, volume, longueur, nombre, suivant que la marchandise est vendue au poids, au volume, au mètre, à la douzaine... etc.

- Reste, enfin, la tromperie sur l'identité de la marchandise. Les parties se sont mises d'accord sur une chose déterminée qui fait l'objet du contrat et après l'avoir ainsi concrétisée, celui qui doit livrer la chose, en livre une autre, à la place.

### **b- Les falsifications**

Il s'agit ici d'une fraude réelle incorporée à la marchandise elle-même. Il s'agit ici d'une fraude réelle incorporée à la marchandise elle-même, il y a le délit de falsification proprement dite d'une denrée et le délit distinct d'exposition, de mise en vente ou de vente du produit falsifié.

#### **- Création d'un produit faux**

Cette fraude peut se réaliser de plusieurs façons :

a) Par addition, ce qui est le cas le plus fréquent : le fraudeur mélange un corps différent et de moindre valeur à la denrée ; tel sera le cas du mouillage de lait ou du mélange de margarine à du beurre.

b) Falsification par soustraction : Ce procédé consiste à enlever une partie de la composition du véritable produit, en général celle qui a le plus de valeur. L'écémage du lait en est l'exemple le plus typique.

c) Enfin, la falsification peut se réaliser en fabriquant un faux produit au moyen de substances n'entrant pas normalement dans sa composition.

#### **- Exposition, mise en vente ou vente de denrées falsifiées**

C'est l'usage de la falsification, qui se concrétisera par l'introduction dans le commerce des produits falsifiés. Fait qui se confond souvent avec la tromperie, ce qui explique la confusion par de nombreuses décisions de justice des notions de tromperie et de falsification.

## **Chapitre II : Loi de la protection du consommateur (loi fixant les règles applicables aux pratiques commerciales)**

Loi n09-03 du 29 Safar 1430 correspondant au 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

### **Titre I. DES DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Chapitre I : De l'objet et du champ d'application**

Objet de loi : fixer les règles applicables en matière de protection du consommateur et de répression des fraudes (**Article 1** )

Application de la loi : la présente loi s'appliquent à tout bien ou service offert à la consommation au titre onéreux ou gratuit, par tout intervenant et de tous les stades du processus de mise à la consommation (**Art. 2**)

#### **Chapitre II : Des définitions**

**Art. 3.** Au sens des dispositions de la présente loi, il est entendu par :

**Consommateur** : toute personne physique ou morale qui acquiert, au titre onéreux ou gratuit, un bien ou un service destiné à une utilisation finale, pour son besoin propre ou pour le besoin d'une autre personne ou d'un animal dont il a la charge ;

**Denrée alimentaire** : toute substance traitée, partiellement traitée ou brute, destinée à l'alimentation humaine ou animale, englobant les boissons, la gomme à mâcher et toutes les substances utilisées dans la fabrication, la préparation et le traitement des aliments, à l'exclusion des substances employées uniquement sous forme de médicaments, de cosmétiques ou de tabacs ;

**Emballage** : tout contenant constitué de matériaux de toute nature, destiné à conditionner, conserver, protéger, présenter et permettre la manutention, le stockage et le transport de tout produit et assurer l'information du consommateur ;

**Étiquetage** : toutes mentions, Écritures, indications, marques, labels, images, illustrations ou signes se rapportant à un bien, figurant sur tout emballage, document, écriteau, étiquette, fiche, carte, bague ou collerette accompagnant ou se référant à un produit, quel que soit la forme ou le support l'accompagnant, indépendamment du mode d'apposition ;

**Exigences spécifiées :** ensemble des spécifications techniques d'un produit, liées à la santé et à la sécurité du consommateur et à la loyauté des Échanges, fixées par la réglementation et dont le respect est obligatoire ;

**Innocuité :** absence totale ou présence dans une denrée alimentaire à des niveaux acceptables et sans dangers, de contaminants, de toxines naturelles ou de toute autre substance susceptible de rendre l'aliment nocif pour la santé de manière aiguë ou chronique ;

**Intervenant :** toute personne physique ou morale intervenant dans le processus de mise à la consommation des produits ;

**Processus de mise à la consommation :** ensemble des Étapes de production, d'importation, de stockage, de transport et de distribution aux stades de gros et de détail ;

**Production :** opérations consistant en l'élevage, la récolte, la cueillette, la pêche, l'abattage, le traitement, la fabrication, la transformation, le montage et le conditionnement d'un produit, y compris son stockage au cours de sa fabrication et avant sa première commercialisation ;

**Produit :** tout bien ou service susceptible de faire l'objet d'une cession à titre onéreux ou gratuit ;

**Produit sain, loyal et marchand :** produit exempt de tout défaut et/ou vice caché, présentant une garantie contre toute atteinte à la santé, à la sécurité et/ou aux interdits matériels et moraux du consommateur ;

**Produit sûr :** tout produit qui, dans des conditions d'utilisation normales ou raisonnablement prévisibles, y compris de durée, ne présente aucun risque ou seulement des risques réduits à un niveau bas, compatibles avec l'utilisation du produit et considérés comme acceptables dans le respect d'un niveau de protection élevé pour la santé et la sécurité des personnes ;

**Produit dangereux :** tout produit ne répondant pas à la définition du produit sûr défini ci-dessus ;

**Sécurité :** recherche de l'équilibre optimum entre tous les facteurs concernés et visant à réduire les risques de blessures dans toute la mesure de ce qui est applicable ;

**Bien** : tout objet matériel cessible à titre onéreux ou gracieux ;

**Conformité** : tout produit mis à la consommation répondant aux conditions figurant dans les recommandations techniques , aux exigences sanitaires et environnementales ainsi qu'à l'innocuité et la sécurité qui lui sont propres ;

**Garantie** : lorsqu'un produit présente un défaut, l'intervenant doit, au cours d'une période déterminée, changer ce dernier ou rembourser son prix ou le réparer ou modifier la prestation à ses frais ;

**Crédit à la consommation** : toute vente de biens ou de services dont le paiement est Échelonné, différé ou fractionné.

## **TITRE II DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR**

### **Chapitre I : De l'obligation d'hygiène de salubrité et d'innocuité des denrées alimentaires**

**Art. 4.** Tout intervenant dans le processus de mise à la consommation des denrées alimentaires est tenu au respect de l'obligation de l'innocuité de ces denrées et de veiller à ce que celles-ci ne portent pas atteinte à la santé du consommateur.

Les conditions et les modalités applicables en matière des spécifications microbiologiques des denrées alimentaires, sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 5.** La mise à la consommation des denrées alimentaires contenant une quantité inacceptable, du point de vue de la santé humaine et animale et en particulier sur le plan toxicologique, d'un contaminant est interdite.

Les conditions et les modalités applicables en matière de contaminants tolérés dans les denrées alimentaires, sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 6.** Tout intervenant dans le processus de mise à la consommation des denrées alimentaires doit veiller au respect des conditions de salubrité et d'hygiène des personnels, des lieux et locaux de fabrication, de traitement, de transformation ou de stockage ainsi que des moyens de transport de ces denrées et s'assurer qu'elles ne peuvent pas être altérées par des agents biologiques, chimiques ou physiques.

Les conditions de mise à la consommation des denrées alimentaires sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 7.** Les équipements, matériels, outillages, emballages et autres instruments destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires, doivent être composés exclusivement de matériaux ne pouvant pas altérer ces denrées.

Les conditions et les modalités d'utilisation des produits et des matériaux destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires ainsi que les produits de nettoyage de ces matériaux, sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 8.** Les additifs alimentaires peuvent être incorporés aux denrées alimentaires destinées à la consommation humaine ou animale.

Les conditions et les modalités de leurs utilisations ainsi que leurs limites maximales autorisées, sont fixées par voie réglementaire.

## Chapitre II : De l'obligation de la sécurité des produits

**Art. 9.** Dans les conditions normales d'utilisation ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par les intervenants, les produits mis à la consommation doivent être sûrs et présenter la sécurité qui en est légitimement attendue et ne pas porter atteinte à la santé, à la sécurité et aux interdits du consommateur.

**Art. 10.** Tout intervenant est tenu au respect de l'obligation de sécurité du produit qu'il met à la consommation, en ce qui concerne :

- Ses caractéristiques, sa composition, son emballage et ses conditions d'assemblage et d'entretien ;
- L'effet du produit sur d'autres produits au cas où l'on peut raisonnablement prévoir l'utilisation du premier avec les seconds ;
- Sa présentation, son étiquetage, les instructions éventuelles concernant son utilisation et son élimination ainsi que toute autre indication ou information émanant du producteur ;
- Les catégories de consommateurs se trouvant dans des conditions de risque grave au regard de l'utilisation du produit, en particulier les enfants.

Les règles applicables en matière de sécurité des produits, sont fixées par voie réglementaire.



### **Chapitre III : De l'obligation de la conformité des produits**

**Art. 11.** Tout produit mis à la consommation doit satisfaire à l'attente légitime du consommateur en ce qui concerne sa nature, son espèce, son origine, ses qualités substantielles, sa composition, sa teneur en principes utiles, son identité, ses quantités, son aptitude à l'emploi et les risques inhérents à son utilisation.

Le produit doit Également répondre à l'attente légitime du consommateur quant à sa provenance, aux résultats escomptés, aux spécifications réglementaires de ses emballages, à sa date de fabrication, à sa date limite de consommation, à son mode d'utilisation, aux conditions de sa conservation, aux précautions y afférentes et aux contrôles dont il a fait l'objet.

**Art. 12.** Tout intervenant est tenu de procéder aux contrôles de conformité du produit, préalablement à sa mise à la consommation, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les dits contrôles sont proportionnels à la nature des opérations à assurer par l'intervenant, au volume et à la variété des produits qu'il met à la consommation, aux moyens dont il doit disposer compte tenu de sa spécialité et des règles et usages communément admis en la matière.

Le contrôle effectué par les agents prévus à l'article 25 de la présente loi ne libère pas l'intervenant de l'obligation de la vérification de la conformité du produit, préalablement à sa mise à la consommation, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

### **Chapitre IV : De l'obligation de la garantie et du service après-vente**

**Art. 13.** L'acquéreur de tout produit consistant en un appareil, un instrument, un véhicule, une machine, un outil ou tout autre bien d'équipement, bénéficie de plein droit d'une garantie. La garantie s'étend également aux services. Lorsque le produit présente un défaut, l'intervenant doit, au cours de la période garantie fixée, le remplacer ou rembourser son prix ou réparer le produit ou modifier la prestation à ses frais.

La garantie prévue ci-dessus est due au consommateur et exécutée sans charges supplémentaires.

Toute clause contraire est nulle et de nul effet.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article, sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 14.** Toute autre garantie accordée par l'intervenant, à titre onéreux ou gratuit, n'exclut pas le bénéfice de la garantie légale citée à l'article 13 ci-dessus.

Les clauses et les conditions d'exécution de ces garanties doivent figurer dans un document accompagnant le produit.

**Art. 15.** Tout acquéreur d'un produit visé à l'article 13 de la présente loi bénéficie du droit à l'essai du produit acquis.

**Art. 16.** Dans le cadre du service après-vente et après expiration de la période de garantie fixée par voie réglementaire ou dans tous les cas où la garantie ne peut pas jouer, l'intervenant concerné est tenu d'assurer l'entretien et la réparation du produit mis sur le marché.

#### **Chapitre V : De l'obligation de l'information du consommateur**

**Art. 17.** Tout intervenant doit porter à la connaissance du consommateur toutes les informations relatives au produit qu'il met à la consommation, par voie d'étiquetage, de marquage ou par tout autre moyen approprié.

Les conditions et les modalités d'application des dispositions du présent article sont fixées par voie réglementaire.

**Art. 18.** L'étiquetage, le mode d'emploi, le manuel d'utilisation, les conditions de garantie du produit et toute autre information prévue par la réglementation en vigueur, doivent être rédigés essentiellement en langue arabe et, accessoirement, dans une ou plusieurs autres langues accessibles aux consommateurs, de façon visible, lisible et indélébile.

#### **Chapitre VI : Des intérêts matériels et moraux des consommateurs**

**Art. 19.** Tout service offert au consommateur ne doit pas nuire à son intérêt matériel et ne doit pas lui causer de préjudice moral.

**Art. 20.** Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur, les offres de crédits à la consommation doivent répondre à l'attente légitime du consommateur en ce qui concerne la

transparence de l'offre préalable, la nature, la portée et la durée de l'engagement ainsi que les échéances de remboursement de l'offre ; un contrat en est Établi.

Les conditions et les modalités d'offres en matière de crédits à la consommation, sont définies par voie réglementaire.

## Chapitre VII : **Des associations de protection des consommateurs**

**Art. 21.** Est association de protection des consommateurs toute association légalement constituée dont le but est d'assurer la protection du consommateur à travers son information, sa sensibilisation, son orientation et sa représentation.

**Art. 22.** Nonobstant les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance n71-57 du 5 aout 1971 relative à l'assistance judiciaire, les associations de protection des consommateurs reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire.

**Art. 23.** Lorsqu'un ou plusieurs consommateurs ont subi des préjudices individuels, causés par le fait d'un même intervenant et ayant une origine commune, les associations de protection des consommateurs, peuvent se constituer partie civile.

**Art. 24.** Il est créé un conseil national pour la protection des consommateurs qui émet son avis et propose des mesures qui contribuent au développement et à la promotion de politiques de protection du consommateur.

## Chapitre VII : **Des associations de protection des consommateurs**

**Art. 21.** Est association de protection des consommateurs toute association légalement constituée dont le but est d'assurer la protection du consommateur à travers son information, sa sensibilisation, son orientation et sa représentation.

**Art. 22.** Nonobstant les dispositions de l'article 1er de l'ordonnance n71-57 du 5 aout 1971 relative à l'assistance judiciaire, les associations de protection des consommateurs reconnues d'utilité publique peuvent bénéficier de l'assistance judiciaire.

**Art. 23.** Lorsqu'un ou plusieurs consommateurs ont subi des préjudices individuels, causés par le fait d'un même intervenant et ayant une origine commune, les associations de protection des consommateurs, peuvent se constituer partie civile.

**Art. 24.** Il est créé un conseil national pour la protection des consommateurs qui émet son avis et propose des mesures qui contribuent au développement et à la promotion de politiques de protection du consommateur.

La composition et les compétences de ce conseil sont déterminées par voie réglementaire

**Art. 26.** Les agents de la répression des fraudes, visés à l'article 25 ci-dessus doivent être commissionnés conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et prêter par devant le tribunal de leur résidence administrative, le serment suivant :

"أقسم بالله العلي العظيم أن أقوم بأعمال وظيفتي بأمانة وصدق  
وأحافظ على السر وأهني وأراعي في كل الأحوال الواجبات والفروض عليّ".

Attestation en est délivrée par le tribunal et est déposée sur la carte de la commission d'emploi.

Le serment n'est pas renouvelé tant qu'il n'y a pas interruption définitive de la fonction.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les agents visés à l'article 25 ci-dessus, doivent décliner leur fonction et présenter leur commission d'emploi.

**Art. 27.** Les agents visés à l'article 25 ci-dessus, sont protégés contre toute forme de pression ou de menace de nature à entraver l'accomplissement de leurs missions conformément aux dispositions législatives en vigueur.

**Art. 28.** Les agents de contrôle visés à l'article 25 de la présente loi peuvent, en cas de besoin, solliciter le concours des agents de la force publique qui sont tenus, à la première sollicitation, de leur prêter main forte dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

En cas de nécessité, ils peuvent faire appel à l'autorité judiciaire territorialement compétente, conformément aux procédures en vigueur.

### **Chapitre III : Procédure de contrôle des produits importés aux postes frontières**

Décret exécutif n° 05-467 du 8 Dhou El Kaada 1426 correspondant au 10 décembre 2005 fixant les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés.

### **Chapitre IV : Etiquetage**

L'étiquetage est un moyen pour informer le consommateur sur les caractéristiques et l'identité des produits mis sur le marché. Ce qui permet aux consommateurs d'identifier le produit et ainsi faire leurs choix. L'étiquetage des produits (information du consommateur) est un droit consacré par la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

#### **1- Textes réglementaires algériens régissant l'étiquetage des produits**

La réglementation algérienne en vigueur concernant l'étiquetage des denrées alimentaire est régie par le décret exécutif n°05-484 du 22 décembre 2005 modifiant et complétant le décret exécutif n°90-367 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires ;

##### **a/ Produits utilisés pour l'entretien ou le confort des locaux (Produits domestiques non alimentaires)**

- Décret exécutif n° 90-366 du 10 novembre 1990 relatif à l'étiquetage et à la présentation des produits domestiques non alimentaire (JO n°50/1990).

##### **b/ Produits cosmétiques et d'hygiène corporelle**

- Décret exécutif n° 97-37 du 5 ramadhan 1417 correspondant au 14 janvier 1997, modifié et complété, définissant les conditions et les modalités de fabrication, de conditionnement, d'importation, et de commercialisation sur le marché national des produits cosmétiques et d'hygiène corporelle (JO n° 4/1997 et le modificatif JO n°26/2010).

##### **c/ Pneumatiques des véhicules automobiles et leurs remorques**

- Arrêté interministériel du 25 avril 2001 relatif aux spécifications et aux modalités de mise à la consommation des pneumatiques des véhicules automobiles et leurs remorques (JO n° 26/2001).

#### **d/ Etiquetage énergétique**

- Arrêté du 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des climatiseurs à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO n° 22/2009) ;
- Arrêté du 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des réfrigérateurs, des congélateurs et des appareils combinés à usage domestique soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO n° 22/2009)
- Arrêté du 21 février 2009 relatif à l'étiquetage énergétique des lampes domestiques soumis aux règles spécifiques d'efficacité énergétique et fonctionnant à l'énergie électrique (JO n° 22/2009).

#### **e/ Ciments**

- Arrêté interministériel du 4 juin 2003 portant sur les spécifications techniques et les règles applicables aux ciments (JO n° 40/2003).

#### **f/ Lubrifiants**

- Arrêté du 26 juillet 2000 fixant le minimum requis des niveaux de performance des lubrifiants finis ainsi que les modalités et les conditions de leur mise à la consommation (JO n° 54/2000).

#### **g/ Produits textiles confectionnés usagés**

- Arrêté interministériel du 16 avril 1997 relatif aux conditions et modalités d'importation et de commercialisation des produits textiles confectionnés usagés (JO n° 37/1997).

#### **h/ Eaux et extraits de javel**

- Arrêté interministériel du 24 mars 1997 relatif aux spécifications techniques et aux conditions et modalités de mise à la consommation des eaux et extraits de javel (JO n° 34/1997).

#### **i/ Jouets**

- Décret exécutif n° 97-494 du 21 décembre 1997 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des jouets (JO n° 85/1997).

### **2- Définition de l'étiquetage et caractéristiques d'une étiquette**

Conformément aux dispositions de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes notamment son article 3 (JO n° 15/2009), « l'étiquetage est toutes mentions, écritures, indications, marques, labels, images, illustration ou signes se rapportant à un bien, figurant sur tout emballage, document, écriteau, étiquette, fiche, carte, bague ou collerette accompagnant ou se référant à un produit, quel que soit la forme ou le support l'accompagnant, indépendamment du mode d'apposition ».

En outre, l'étiquetage est défini par le décret exécutif relatif à l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires comme suit : « tout texte écrit ou imprimé ou toute représentation graphique qui figure sur l'étiquette, accompagne le produit ou est placé à proximité de celui-ci pour en promouvoir la vente ».

D'une manière générale, le consommateur doit lire toutes les mentions d'étiquetage dont notamment, la dénomination de vente, la date limite de consommation ou la date de la durabilité minimale, la composition du produit, les conditions de conservations, le mode d'emploi.

### **3- Nature des ingrédients mentionnés dans la composition de certains produits alimentaires sous forme de code**

La nature des ingrédients comportant un code, au sens des dispositions du décret exécutif relatif à l'étiquetage et à la présentation des denrées alimentaires: sont les additifs alimentaires

• **Définition d'un additif alimentaire** : Il est entendu par ingrédient : « toute substance, y compris les additifs alimentaires utilisés dans la fabrication ou la préparation d'une denrée alimentaire et encore présente dans le produit fini éventuellement sous une forme modifiée ».

Les additifs alimentaires sont caractérisés par un code selon le Système International de Numérotation (SIN) et ce, en fonction de chaque catégorie d'additif alimentaire (colorants, conservateurs, émulsifiants, acidifiants, édulcorants.....).

### **4- Mentions obligatoires sur l'étiquette d'une denrée alimentaires**

Sous réserves des mentions exigées par des textes réglementaires spécifiques relatifs à certaines denrées alimentaires ainsi que, des exceptions prévus par le décret exécutif relatif à l'étiquetage et la présentation des denrées alimentaires, les mentions obligatoires que doit comporter l'étiquette d'une denrée alimentaire sont énumérées ci-après :

- 1- La dénomination de vente ;
- 2- La quantité nette pour les denrées préemballées ;

- 3- Le nom ou la raison sociale ou la marque déposée et l'adresse du fabricant ou du conditionneur ou du distributeur ou de l'importateur lorsque la denrée est importée ;
- 4- Le pays d'origine et ou de provenance ;
- 5- L'identification du lot de fabrication ;
- 6- Le mode d'emploi et les précaution d'emploi au cas où leurs omissions ne permettrait pas de faire un usage approprié de la denrée ;
- 7- La date de fabrication ou de conditionnement et la date de durabilité minimale ou, dans le cas des denrées alimentaires très périssable microbiologiquement, la date limite de consommation ;
- 8- La liste des ingrédients ;
- 9- Les conditions particulières de conservation ;
- 10- Lorsque c'est le cas, la mention « traité par rayonnement ionisants ou traité par ionisation » ou le symbole d'irradiation international à proximité immédiate du nom de l'aliment.

\* Les denrées alimentaires présentées non préemballés à la vente au consommateur doivent être identifiées, au moins, par leur dénomination de vente inscrite sur écriteau ou tout autre moyen dont l'emplacement ne doit laisser aucun doute quant à la denrée à laquelle elle se rapporte.

## **5- langue de rédaction des mentions d'étiquetage**

Conformément à la réglementation en vigueur, les mentions d'étiquetage doivent être rédigées obligatoirement en langue « arabe » et à titre accessoire et facultatif dans une ou plusieurs langues accessibles aux consommateurs.

## **6- Date importantes sur l'étiquette**

La réglementation en vigueur prévoit les définitions suivantes :

- **Date limite de consommation ou date limite d'utilisation :** Date estimée d'expiration du délai après lequel, dans les conditions d'entreposage spécifiées, la denrée n'aura probablement pas la qualité que le consommateur est en droit d'attendre. Après cette date, la denrée ne doit plus être considérée comme commercialisable.

- **Date limite de vente :** dernière date à laquelle le produit peut être mis en vente auprès du consommateur, après laquelle il reste encore une période raisonnable d'entreposage à la maison.



**- Date de durabilité minimale ou à consommer de préférence avant :** date d'expiration du délai, dans les conditions d'entreposage indiquées (s'il y a lieu), durant lequel le produit reste pleinement commercialisable et conserve toutes les qualités particulières qui lui sont implicitement ou explicitement attribuées. Le produit peut toutefois rester pleinement satisfaisant après cette date ;